



CTL Emplois de la DiSI Nord du 09 Janvier 2018 :

Motion intersyndicale DiSI Nord.

Monsieur le Président,

En 2018, à la DGFIP, les personnels devront absorber la quasi totalité des suppressions d'emplois de fonctionnaires: **1600 sur 1650 soit 97 % des « prélèvements »** dans la Fonction Publique de l'État.

En moins de 10 ans, **près de 20 000 emplois auront été supprimés à la DGFIP**. Les choix gouvernementaux s'orientent clairement vers l'utilisation de la DGFIP et ses personnels comme principale variable d'ajustement budgétaire.

Nous vous rappelons que bien que représentant moins de 6 % des effectifs de la Fonction Publique d'État, la DGFIP supporte depuis plusieurs années plus de 50 % des suppressions d'emplois de fonctionnaires au nom d'une pseudo exemplarité.

Chaque année, **c'est l'équivalent de deux DDFiP qui disparaissent... !!!**

Selon son rapport annuel 2016, la DGFIP comptait environ 106 000 agents. Si l'on cherche une comparaison avec de grandes entreprises françaises, c'est un peu moins que les groupes Sanofi ou Bouygues (environ 114 000 et 118 000), et un peu plus que les groupes Total ou BPCE (102 000). Que se passerait-il si l'une de ses entreprises annonçait la suppression de 1600 emplois sur un an. Lorsque ce genre d'événement se produit, la couverture médiatique est à la hauteur et on peut être assuré de voir tous les responsables politiques monter au créneau pour défendre l'emploi. Imaginez maintenant que l'un de ces grands groupes fasse la même annonce tous les ans, depuis des années : impensable ! Alors non, 1600 suppressions d'emplois ce n'est pas rien !

Mais avec le programme Action Publique 2022, le pire est encore à venir : 120 000 suppressions d'emplois dans toute la fonction publique sur 5 ans, voilà l'objectif. Et pour y parvenir, privatisation et abandon de missions. Pour ceux qui en doutaient encore : la mise à mort du service public est clairement annoncée. Et bien sûr les finances seront au premier rang.

La DGFIP est en plus confrontée à une réduction continue de son maillage territorial sous les contraintes des politiques de rationalisation, de régionalisation, de concentration et autre professionnalisation qui se poursuivent à un rythme inédit.

Le mouvement de désertification se poursuit donc. À ce rythme, il ne restera bientôt plus par exemple sur le territoire national que 1 266 trésoreries, soit autant que d'EPCI à fiscalité propre **et moins que le nombre actuel de restaurants Mac Donald's.**

Un superbe vrai choix de société... !!!

Cette pénurie organisée est insupportable, car réalisée au mépris des besoins des usagers et des personnels dans une logique du sauve-qui peut.

La mobilisation des personnels sera déterminante pour combattre toutes les velléités d'externalisation des missions et de démantèlement de la DGFIP comme le lancement d'un appel d'offres destiné à déléguer à une entreprise privée l'accueil téléphonique des contribuables, dans le cadre du Prélèvement À la Source (P.A.S.).

De tout le réseau, remontent lassitude, démotivation et ras-le-bol des collègues. Leur conscience professionnelle prend sérieusement « du plomb dans l'aile ».

Concernant la DiSI Nord, la déclinaison locale de ces coupes franches dans les effectifs, **va encore se traduire cette année par la suppression de 8 emplois** (6 suppressions et 2 transferts, renforts, redéploiements).

Nous constatons chaque jour d'avantage le mal-être des agents face : aux suppressions d'emplois, aux restrictions budgétaires, aux restructurations et réorganisations de services incessantes, aux inquiétudes pour l'avenir de la DiSI Nord et en général de l'informatique à la DGFIP, à l'affaiblissement des missions de service public.

Nous condamnons le recours à une société externe pour réaliser les travaux d'indexation fidji durant 3 ans, alors que dans le même temps la Direction Générale continue à supprimer des emplois massivement dans les ateliers de scannage comme celui d'Amiens à la DiSI Nord .

Comme nous l'avons déjà dit l'année dernière au CTL « emplois 2017 » car tous les ans le constat est le même, les agents informaticiens des DiSI ne sont pas dupes. Ils savent que ce n'est pas leur métier qui va résoudre les problèmes d'emploi de la DGFIP.

L'industrialisation des tâches qui est ainsi promue désintéresse nos collègues de leur travail.

Aucun de ces changements n'est perçu comme un progrès dans les services.

De plus, de mois en mois (voire d'année en année...) les Groupes de Travail (GT) informatiques programmés sont sans cesse reportés. C'est à se demander si l'informatique à la DGFIP n'est pas devenue la « dernière roue du carrosse »...

En conséquence, Monsieur le Président, pour toutes les raisons citées plus haut, les élus des organisations syndicales CGT, SOLIDAIRES et FO ne siégeront pas en première instance à ce CTL spécifique « situation des implantations d'emplois à la DiSI Nord au 1/1/2018 ».

Les élus CGT SOLIDAIRES FO au CTL de la DiSI Nord.